



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale de la Protection des Populations
Environnement

Nice, le **05 AOUT 2022**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société ARIANEO

**Installation d'incinération de déchets non dangereux
33 boulevard de l'Ariane 06300 NICE**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
retire et remplace l'arrêté n°650 du 20/07/2022**

n°657

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 24/08/2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 13804 du 04/07/2011 actualisant les prescriptions techniques applicables à l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés de Nice ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement référencé 2022-146 du 10/05/2022 consécutif à un contrôle des installations effectué le 02/12/2021, ce rapport ayant été notifié à la société ARIANEO conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté de mise en demeure n°650 du 20/07/2022 ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant en date du 25/05/2022 ;

- CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 02/12/2021, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :
- un déboureur-déshuileur est présent sur le site mais les éléments communiqués par l'exploitant ne permettent pas de vérifier que ce dispositif est correctement positionné par rapport au point de rejet n°1 ;
 - des dépassements des seuils autorisés sont régulièrement constatés sur les mesures en continu de la température des rejets aqueux ;
 - les mesures journalières de la DCO sur prélèvement ponctuel ne sont pas réalisées par l'exploitant ;

- CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions suivantes :
- article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 04/07/2011 susvisé, qui prévoit notamment l'obligation de disposer d'un débourbeur-déshuileur au niveau du point de rejet n°1 ;
 - article 21 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 susvisé et article 31 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, qui prévoient notamment : « *La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau* » ;
 - article 29 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 susvisé, qui prévoit notamment : « *L'exploitant doit également réaliser des mesures journalières sur échantillonnage ponctuel de [...] la demande chimique en oxygène, sauf si cette mesure n'est pas compatible avec la nature de l'effluent, et notamment lorsque la teneur en chlorure est supérieure à 5 g/l* » ;
- CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ARIANEO de respecter les prescriptions applicables à son installation ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1.

La société ARIANEO, dont le siège social est situé 33 boulevard de l'Ariane à Nice est mise en demeure pour son installation implantée à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

- dans un délai de 6 mois :
 - article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 04/07/2011 susvisé, en fournissant la preuve qu'un débourbeur-déshuileur a bien été installé et qu'il permet de traiter l'ensemble des eaux pluviales polluées, orientées vers le point de rejet n°1 ;
 - article 21 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 susvisé et article 31 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, en respectant en continu la valeur limite de température fixée à 30°C ou en fournissant un accord écrit du gestionnaire de la station autorisant des rejets à des températures supérieures, sans toutefois dépasser 50°C ;
- dans un délai de 3 mois :
 - article 29 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 susvisé, en réalisant une mesure journalière sur échantillonnage ponctuel de la DCO.

Les délais ci-dessus sont à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°650 du 20/07/2022 est rapporté.

Article 3.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le recours contentieux contre la présente décision peut être formé, par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision :

- soit par voie postale (tribunal administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs - 06000 Nice) ;
- soit par voie dématérialisée, via l'application « Télérecours » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 5. Publicité et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société ARIANEO et publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de 2 mois.

Une copie est transmise :

- au secrétaire général de la préfecture,
- au maire de Nice,
- à madame le directeur départemental de la sécurité publique,
- à la cheffe de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général
SG 4522



Philippe LOOS

